LE RUBICON

Des amis sans avantages : pourquoi l'UE devrait proposer au Canada plus que de simples liens de défense informels

Anand Sundar | 6 novembre 2026 | **ARTICLES**



Ce texte est une traduction de l'article « Friends without benefits: Why the EU should offer Canada more than casual defence ties *», publié le 9 septembre 2026 par le* European Council on Foreign Relations *(ECFR). L'article a été actualisé depuis sa rédaction.*

Les dirigeants européens, à qui les menaces tant économiques que territoriales du président américain Donald Trump font déjà perdre le sommeil, devraient avoir une pensée pour leurs homologues canadiens. Le 22 août 2026, le Premier ministre canadien Mark Carney a annoncé que son pays était « en guerre » avec les États-Unis après l'échec *in extremis* des négociations commerciales entre les deux pays. La décision retentissante de Donald Trump de rebaptiser le lac Ontario « lac Amérique » a ravivé le souvenir de la crise du Groenland de janvier, durant laquelle les États-Unis ont remis en question la souveraineté danoise sur ce territoire, et n'ont pas exclu une intervention militaire.

En d'autres termes, l'Union européenne (UE) et le Canada sont confrontés au même dilemme : comment réduire les risques liés à leur relation avec des États-Unis de plus en plus agressifs, qui sont à la fois leur rempart face aux menaces russes et une nouvelle source de menace ? C'est dans ce contexte que Mark Carney [a assisté] au discours sur l'état de l'Union européenne de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à Strasbourg le 16 septembre. Celle-ci a proposé au Canada un statut de membre associé de l'Union européenne, ouvrant la voie à une coopération plus étroite. Un sommet UE-Canada [a suivi] en octobre (*ndlr : à l'issue du sommet de Montréal, le Premier ministre canadien a bien annoncé que son pays deviendrait le premier « membre associé » de l'UE*). Le moment ne pourrait guère être ainsi mieux choisi pour que l'Europe et le Canada fassent cause commune. Pourtant, si les dirigeants européens souhaitent faire passer leurs relations à la vitesse supérieure, ils devront revoir la manière dont ils traitent habituellement les pays tiers, en particulier dans les domaines de la défense et de la sécurité, où la dépendance des deux parties vis-à-vis des États-Unis est la plus forte.

Brouiller les lignes

Certains Canadiens, traumatisés par la campagne d'intimidation de Donald Trump, se sont pris à rêver d'une adhésion à l'UE. Hélas, l'article 49 du Traité sur l'Union européenne – sa clause d'adhésion – réserve celle-ci aux États européens. Mais l'UE n'a pas à choisir entre une adhésion à part entière et le simple statut de pays tiers. Une approche binaire du tout ou rien en matière de sécurité et de défense risque d'exclure des partenaires tels que l'Ukraine, le Royaume-Uni, la Norvège et le Canada des initiatives clés et de la Base technologique et industrielle de défense (BITD) de l'UE – ce qui rendrait l'Europe moins sûre.

L'UE traite déjà un pays non membre comme bien plus qu'un simple pays tiers, et même davantage qu'un pays candidat : l'Ukraine a en effet bénéficié de dérogations importantes dans le cadre du Programme européen pour l'industrie de la défense (EDIP) et du mécanisme Security Action for Europe (SAFE) de l'UE, qui offre 150 milliards d'euros de prêts à faible taux d'intérêt destinés à la défense – sans parler des dérogations accordées dans d'autres domaines tels que le commerce, l'énergie et les télécommunications. En d'autres termes, la question n'est pas de savoir s'il est permis de déroger aux règles dans certaines circonstances, mais quelles sont ces circonstances. Accorder le même traitement au Canada (un allié on ne peut moins controversé) serait bien accueilli par les opinions publiques européennes et servirait de modèle pour structurer d'autres relations, notamment avec le Royaume-Uni.

Les liens entre Bruxelles et Ottawa se resserrent déjà nettement, notamment dans le domaine de l'industrie de défense. En 2021, le Canada a rejoint le projet de mobilité militaire de la coopération structurée permanente (PESCO), l'initiative de l'UE visant à approfondir la coopération en matière de défense. L'année dernière, les deux parties ont signé un partenariat en matière de sécurité et de défense et, cette année, elles ont convenu de la participation du Canada au programme SAFE.

Sur le plan bilatéral, Berlin et Ottawa sont en train de finaliser un accord de partenariat stratégique qui comprendra des volets relatifs à la coopération en matière de défense, venant s'ajouter aux accords déjà signés avec la France, le Danemark et d'autres pays nordiques. En matière d'acquisitions, le constructeur naval allemand ThyssenKrupp Marine Systems a remporté un appel d'offres pour la construction de 12 sous-marins destinés à la Marine royale canadienne – le plus important contrat de défense de l'histoire du Canada. Le Canada envisage également d'acheter des avions de chasse suédois Gripen plutôt que des F-35 américains et construit des brise-glaces à Helsinki. Enfin, le Canada participe activement à la dissuasion de la Russie en déployant des troupes en Lettonie, où il dirige une brigade multinationale dans le cadre de la présence avancée renforcée (Enhanced Forward Presence, eFP) de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Mais ces initiatives sont pour la plupart non contraignantes et déclaratives – à l'exception de SAFE (néanmoins limité dans le temps) et de l'eFP (située entièrement en dehors des structures de l'UE). Le sommet UE-Canada [tenu] fin octobre [a offert] à Bruxelles et à Ottawa une occasion concrète de transformer ces initiatives en investissements ciblés, en capacités et en coopération opérationnelle.

Le Canada, une puissance militaire qui passe sous les radars

L'UE a plus à gagner d'un rapprochement qu'on ne le pense, car le Canada est une puissance militaire sous-estimée. Les 2 % de son PIB qu'il consacre actuellement à la défense représentent déjà plus que la somme des 14 plus petits budgets de défense de l'UE. Parmi les États membres, seuls l'Allemagne, la France, l'Italie et la Pologne dépensent davantage. De plus, son budget devrait augmenter considérablement, le Canada s'étant engagé à consacrer 4 % de son PIB à la défense d'ici 2030 et à investir 500 milliards de dollars canadiens (310 milliards d'euros) au cours de la prochaine décennie.

Une grande partie de ces fonds sera investie dans du matériel et auprès de fournisseurs situés hors du Canada. Comme l'a clairement indiqué Mark Carney dans un récent discours : « L'époque où nos forces armées envoyaient 70 centimes de chaque dollar aux États-Unis est révolue. » Les projets de défense de l'UE devraient s'ouvrir aux pays situés en dehors de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE). Les forces armées canadiennes apportent un savoir-faire considérable en matière de guerre arctique, un domaine qui suscite un intérêt croissant en Europe face aux menaces grandissantes émanant tant de la Russie que des États-Unis. Enfin, six décennies au sein du NORAD, le commandement binational américano-canadien de défense aérospatiale, ont donné au Canada une expérience rare en matière de défense aérienne et d'alerte précoce à l'échelle continentale, alors même que les Européens s'empressent de développer leur propre réseau indépendant de défense antimissile.

Une coopération renforcée

L'UE peut utiliser ces ressources et ces capacités pour dissuader la Russie et réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, en commençant par une coopération plus étroite entre le Canada et les projets et agences de défense de l'UE.

Une première étape consisterait à encourager le Canada à rejoindre d'autres projets de la PESCO. L'expertise du Canada pourrait apporter une réelle plus-value au projet ACCESS, qui vise à développer des systèmes de guerre électronique et de capteurs adaptés à l'Arctique et fonctionnant sans GPS, ainsi qu'au volet « alerte précoce spatiale » du projet TWISTER. Le Canada pourrait rejoindre ces deux projets sans trop de formalités administratives (selon les normes de l'UE), car aucun des deux n'est soutenu par l'Agence européenne de défense (AED).

Une deuxième étape consisterait en un accord administratif entre le Canada et l'AED, qui permettrait au Canada de rejoindre les

projets PESCO soutenus par l'AED auxquels il n'est actuellement pas éligible, ainsi que de participer à des activités conjointes de formation, de suivi et de recherche. Étant donné que les États-Unis bénéficient déjà d'un tel accord, son extension au Canada ne devrait pas susciter de controverse.

Mais la mesure la plus ambitieuse que l'UE pourrait prendre serait de considérer le Canada comme un membre à part entière de la BITD de l'UE, plutôt que comme un pays tiers. Les États membres et la Commission devraient intégrer le Canada dans le successeur de l'EDIP, à savoir le volet dédié aux dépenses de défense – ou « fenêtre » – du futur Fonds européen pour la compétitivité (ECF), qui fait actuellement l'objet de négociations dans le cadre du prochain budget de l'UE.

Dans l'état actuel des choses, les règles de l'EDIP seront probablement reprises telles quelles dans l'ECF. En vertu de celles-ci, un système construit en Europe et comportant 35 % de composants américains serait éligible à un financement, mais un système entièrement canadien ne le serait pas. Lors des négociations de l'EDIP, les États membres avaient délibérément prévu une dérogation pour l'Ukraine. Les États membres devraient accorder les mêmes conditions préférentielles au Canada dans le cadre de l'ECF, mais aussi aller plus loin, en permettant au Canada non seulement de soumissionner pour des programmes, mais aussi de les gérer.

Il s'agirait là de concessions majeures, qui ne doivent pas être accordées sans contrepartie. Il faudrait par exemple exiger que le Canada paie pour cet accès, qu'il ouvre en contrepartie ses propres marchés publics aux entreprises européennes et qu'il aligne ses contrôles à l'exportation sur ceux de l'UE. Pour en démontrer la faisabilité, les deux parties pourraient concevoir au moins un système majeur ne comportant aucune pièce soumise aux contrôles à l'exportation des États-Unis (un système anti-drones s'y prêterait bien).

Outre ces initiatives, Berlin et Paris devraient également apporter leur soutien à la proposition canadienne de création d'une « Banque de défense, de sécurité et de résilience ». Ils pourraient même proposer de la fusionner avec le mécanisme de défense multilatéral proposé par le Royaume-Uni afin de créer une coalition regroupant le Royaume-Uni, le Canada et les États membres de l'UE.

Des intérêts en jeu

Face aux pressions qui s'exercent sur ses frontières de toutes parts, l'UE a de bonnes raisons de renforcer la participation du Canada à la défense de son intégrité territoriale. Cela passe d'abord par la réciprocité. Les Européens auraient tort de tourner en dérision les inquiétudes canadiennes : au moment même où le Danemark faisait parvenir des poches de sang au Groenland en janvier, en prévision d'une invasion américaine, les Forces armées canadiennes simulaient elles aussi une invasion de leur territoire par les États-Unis.

Les États européens devraient faire clairement comprendre à Washington que ses déclarations remettant en cause la souveraineté d'un allié sont inacceptables. Ils devraient également inciter le Canada à prendre clairement position si les États-Unis devaient à nouveau soulever la question du Groenland. Dans l'éventualité d'une future mission militaire au Groenland, à l'instar de l'opération *Arctic Endurance* menée par le Danemark, voire d'une mission relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), Copenhague devrait inviter Ottawa à se joindre à elle en déployant des troupes sur le terrain, comme le Canada l'a fait en Lettonie. De même, l'UE pourrait lier son instrument anti-coercition à des contre-mesures canadiennes équivalentes, prêtes à être activées conjointement en cas de crise.

Renforcer la participation d'Ottawa aux questions arctiques permettrait de l'associer plus étroitement à la défense de la région dans son ensemble et lui conférerait un rôle plus important dans la défense des frontières européennes. Après tout, aucun débat sérieux sur la région n'est envisageable sans le Canada, dont le territoire arctique est nettement plus vaste que celui de la plupart des autres États arctiques. Le Canada fait déjà partie de l'infrastructure multilatérale de la région, mais il est encore possible d'approfondir sa coopération avec les instruments de l'UE en particulier. Une façon d'y parvenir serait de donner suite à la proposition du Parlement européen visant à créer un cadre de coopération spécifique entre l'UE et le Canada sur l'Arctique, prévoyant des dialogues structurés entre les institutions de l'UE et celles du Canada.

Une mesure supplémentaire qui contribuerait de manière décisive à la sécurité européenne consisterait à accepter formellement la candidature du Canada à la Force expéditionnaire conjointe (JEF). Cette coalition de dix pays nordiques et baltes de l'OTAN, dirigée par le Royaume-Uni, a reçu en septembre 2026 la demande d'adhésion officielle d'Ottawa, avec le soutien de Londres. Les forces canadiennes ont déjà pris part à des exercices de la JEF en Lettonie l'année dernière et Mark Carney a participé à des réunions virtuelles du groupe. L'adhésion officielle à la JEF, qui ne relève ni de l'OTAN ni des structures de l'UE, ne nécessiterait que peu de formalités administratives et pourrait intervenir presque immédiatement. Alors que les États-Unis envisagent des réductions importantes de leurs effectifs en Europe, toute mesure visant à améliorer l'interopérabilité entre les alliés de l'OTAN autres que les États-Unis constitue un atout pour l'ensemble du continent.

Un prix qui en vaut la peine

Les mesures décrites ci-dessus risquent de susciter la colère des États-Unis et d'entraîner des représailles. Les États-Unis ont maintes fois critiqué la stratégie des puissances moyennes de Mark Carney – une initiative visant à rallier les États de taille moyenne contre la pression exercée par les plus grands – qu'ils considèrent de plus en plus comme une menace sérieuse pour

leur suprématie. Le sous-secrétaire à la politique de défense (Under Secretary of War for Policy), Elbridge Colby, a récemment suspendu la Commission permanente mixte de défense, un organe consultatif stratégique américano-canadien de longue date, et a justifié cette suspension par la faiblesse des dépenses de défense du Canada et sa stratégie des puissances moyennes. L'UE comme le Canada doivent s'attendre à une opposition croissante s'ils s'engagent dans cette voie commune. Mais toute riposte américaine ne fera que confirmer une évidence : l'Europe et le Canada ont tout à gagner à s'unir plutôt que de rester isolés ou sous la coupe de Washington. Si cela implique de brouiller les frontières entre les États membres de l'UE et les pays tiers, qu'il en soit ainsi.

Crédits photo : Agence Hans Lucas

•— ••— — • ••— •—• •••

Anand Sundar

Anand Sundar est conseiller spécial de Mark Leonard, directeur du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), au bureau de Londres. Auparavant, M. Sundar a travaillé à la Conférence de Munich sur la sécurité ainsi qu'au sein des divisions « Israël-Palestine » et « Syrie » du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Comment citer cette publication

Anand Sundar, « Des amis sans avantages : pourquoi l'UE devrait proposer au Canada plus que de simples liens de défense informels », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 6 novembre 2026 [https://lerubicon.org/des-amis-sans-avantages-pourquoi-lue-devrait-proposer-au-canada-plus-que-de-simples-liens-de-defense-informels/].